



FAITES ENTENDRE LA VOIX DE L'EUROPE SOCIALE

Votez aux élections européennes le 7 juin 2009

Manifeste de la Confédération européenne des syndicats

1. L'élection européenne qui se tiendra en juin 2009 concerne chaque travailleur en Europe. L'Europe a adopté plus de 60 lois sociales au profit des travailleurs, en particulier dans les domaines de la santé et de la sécurité, de l'égalité, du transfert d'entreprises, et de l'information et de la consultation. La dernière avancée concerne l'octroi de droits égaux pour les travailleurs intérimaires et le renforcement des comités d'entreprise européens.
2. L'Europe peut aussi être une menace. Les récentes décisions de la Cour de Justice européenne (CJE) sur la libre circulation des services ont porté atteinte aux droits syndicaux fondamentaux concernant les négociations collectives et les grèves.
3. Le Parlement européen peut faire toute la différence. Il a ainsi aidé les syndicats européens à faire échec à la directive Bolkestein sur les services, à la dérégulation du travail dans les ports et à l'affaiblissement de la directive sur le temps de travail.
4. Les travailleurs devraient donc utiliser leur droit démocratique de voter et mobiliser les candidats sur les grands enjeux exposés ci-dessous.
5. Voici notre manifeste par lequel nous réclamons:
 - Des mesures destinées à renforcer les droits des travailleurs et des syndicats par l'adoption d'un **Protocole de progrès social** et une révision de la **directive sur le détachement** afin de corriger les récents jugements de la CJE (Laval, Viking, Ruffert, Luxembourg). Ces mesures sont essentielles au rétablissement de nos droits fondamentaux sur la libre circulation de la main-d'œuvre et des services. Tout candidat qui refuse ceci ne mérite pas le soutien des syndicats;

- Un **nouveau Deal social** dans la crise économique, avec la pleine participation des syndicats et des travailleurs, en vue du plein emploi, d'emplois de qualité, de meilleurs salaires et de meilleures retraites, d'états providence plus forts et de cotisations plus élevées, du développement durable et d'une forte réglementation des marchés financiers – les travailleurs ne doivent pas payer le prix de l'incompétence des banquiers;
- Une politique sociale européenne plus forte et une politique fiscale coordonnée afin de mettre en place une **Union européenne sociale**;
- Un accord équitable sur le **temps de travail**, protégeant les travailleurs contre les longues heures de travail, sauvegardant le rôle particulier des négociations collectives dans l'organisation du temps de travail, et garantissant à tous les travailleurs le droit de pouvoir concilier le travail et la vie de famille;
- Des **protections plus fortes contre la croissance du travail précaire et en faveur des travailleurs occupant des emplois précaires**, qui leur offrent une meilleure couverture grâce au droit du travail et à la sécurité sociale, et le passage à des emplois de qualité;
- **Une nouvelle stratégie syndicale européenne** basée sur l'innovation, la recherche et le développement, l'investissement, l'éducation et la formation, et le développement durable. Nous voulons assurer un passage rapide et équitable vers une **économie à faible teneur en carbone**, avec une taxe carbone sur les importations provenant de pays industrialisés qui ne respectent pas les taux d'émission de carbone de l'UE et d'autres normes environnementales;
- Une nouvelle initiative sur **l'égalité des chances** destinée à combattre la discrimination persistante, en particulier l'écart de salaires, et à garantir que les femmes bénéficieront des mesures destinées à contrer la crise économique.
- Des protections plus fortes et l'égalité de traitement pour les **travailleurs migrants et mobiles** et des engagements forts **contre le racisme, le nationalisme et la xénophobie**;

- Le respect des **services publics** et une meilleure protection statutaire, des investissements et des emplois de qualité.
